

VERTALING

N. 1999 — 3708

[C - 99/29444]

6 MEI 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering voor het schooljaar 1998-1999 van artikel 4 van het koninklijk besluit nr. 413 van 29 april 1986 houdende bepaling van de werkingsmiddelen voor het Rijksonderwijs en van de werkingstoelagen aan het gesubsidieerd onderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 29 mei 1959 houdende wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 413 van 29 april 1986, inzonderheid op artikel 34;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 413 van 29 april 1986 houdende bepaling van de werkingsmiddelen voor het Rijksonderwijs en van de werkingstoelagen aan het gesubsidieerd onderwijs, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26 januari 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 29 maart 1999;

Overwegende dat de betaling van de uitrustingsstoelagen voor het schooljaar 1998-1999 een dringende noodzaak is geworden;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Gelet op de beraadslaging van 19 april 1999, van de Regering van de Franse Gemeenschap,

Besluit :

Artikel 1. In toepassing van artikel 34 van de wet van 29 mei 1959 houdende wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving wordt er voor het schooljaar 1998-1999, 73 frank (1,81 euro's) per regelmatig ingeschreven leerling van het gewoon basisonderwijs en 74 frank (1,83 euro's) per regelmatig ingeschreven leerling van het buitengewoon onderwijs toegekend om de uitrustingsuitgaven te financieren.

Art. 2. De Minister tot wiens bevoegdheid het gewoon basisonderwijs en het buitengewoon onderwijs behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 6 mei 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter belast met het Onderwijs,

Mevr. L. ONKELINX



F. 1999 — 3709

[99/29410]

21 MAI 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française organisant les formations de la première session des fonctions de promotion et de sélection visées aux articles 19, 20 et 21, accordant des dispenses et organisant les épreuves sanctionnant les formations, en application des articles 23 et 24 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection, notamment ses articles 19, 20, 21, 23 et 24.

Vu la proposition de la Commission permanente de la promotion et de la sélection;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 19 mai 1999;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente ayant l'Education dans ses attributions;

Après délibération du Gouvernement de la Communauté française du 21 mai 1999;

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. La première session de la formation visée à l'article 19 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection est répartie en trois modules de 4 jours chacun.

§ 2. Les deux premiers modules sont communs à l'ensemble des fonctions visées à l'article 19 du décret.

Le premier module a pour objet :

- 1° la communication interne et externe;
- 2° la prise de parole en public;
- 3° la conduite et la motivation des groupes.

Le second module a pour objet :

- 1° la gestion des conflits;
- 2° les techniques de négociation;
- 3° la prise de décision.

§ 3. Le troisième module est organisé d'une part pour les fonctions de préfet des études ou directeur dans l'enseignement secondaire inférieur, de proviseur ou sous-directeur ou sous-directeur dans l'enseignement secondaire inférieur, de directeur d'école maternelle, primaire ou fondamentale et d'administrateur, d'autre part pour les différentes fonctions d'inspecteur.

Le module de formation relatif aux fonctions de préfet des études ou directeur dans l'enseignement secondaire inférieur, de proviseur ou sous-directeur ou sous-directeur dans l'enseignement secondaire inférieur, de directeur d'école maternelle, primaire ou fondamentale et d'administrateur a pour objet :

- 1° l'animation du conseil de participation;
- 2° les techniques d'évaluation du personnel;
- 3° l'intégration de l'action éducative des partenaires extérieurs à l'école (associations de parents, service d'aide à la jeunesse, académies, associations, ...)

Le module de formation relatif aux fonctions d'inspecteur a pour objet :

- 1° les techniques d'évaluation du personnel;

- 2° les techniques relationnelles dans la perspective du contrôle, de l'enquête, de l'audit;
- 3° les techniques de contrôle, de conseil, d'information du personnel;
- 4° la gestion des groupes de travail;
- 5° les techniques de créativité.

§ 4. Chacun des modules précités comprendra en outre une formation visant à développer chez les candidats l'acquisition d'une méthode d'évaluation de sa propre action.

Les deux premiers modules seront réalisés à travers des techniques de mise en situation.

§ 5. La formation a une durée totale de douze jours de 6 à 8 heures.

La formation est organisée les week-ends et lors des congés de détente et des vacances scolaires.

Art. 2. § 1^{er}. La première session de la formation visée à l'article 20 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection est répartie en trois modules de quatre jours chacun.

§ 2. Les deux premiers modules sont communs à l'ensemble des fonctions visées à l'article 20 du décret.

Le premier module a pour objet :

- 1° la communication interne et externe;
- 2° la prise de parole en public;
- 3° la conduite et la motivation des groupes.

Le second module a pour objet :

- 1° la prise de décision;
- 2° la gestion des conflits.

§ 3. Le troisième module est organisé d'une part pour la fonction de chef de travaux d'atelier, d'autre part pour la fonction de chef d'atelier.

L'un et l'autre modules ont pour objet :

- 1° l'animation du conseil de participation;
- 2° l'intégration de l'action éducative des partenaires extérieurs à l'école (associations de parents, services d'aide à la jeunesse, académies, associations....)

§ 4. Chacun des modules précités comprendra en outre une formation visant à développer chez les candidats l'acquisition d'une méthode d'évaluation de sa propre action.

Les deux premiers modules seront réalisés à travers des techniques de mise en situation.

§ 5. La formation à une durée totale de douze jours de 6 à 8 heures.

La formation est organisée les week-ends et lors des congés de détente et des vacances scolaires.

Art. 3. § 1^{er}. La première session de la formation visée à l'article 21 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection est répartie en deux modules de trois jours chacun.

§ 2. Le premier module est commun aux deux fonctions visées à l'article 21 du décret. Il a pour objet :

- 1° la communication interne et externe;
- 2° les techniques d'accueil.

§ 3. Le deuxième module est organisé d'une part pour la fonction de secrétaire de direction, d'autre part pour la fonction d'éducateur-économe.

Le module de formation relatif à la fonction de secrétaire de direction a pour objet :

- 1° les techniques d'entretien;
- 2° la gestion des conflits;
- 3° la notion de secret et la déontologie du secrétariat.

Le module de formation relatif à la fonction d'éducateur économe a pour objet :

- 1° la gestion des ressources humaines;
- 2° les techniques de négociation;
- 3° la conduite et la motivation des groupes;
- 4° la prise de décision;
- 5° la gestion des conflits.

Art. 4. Il est accordé dispense, sur leur demande expresse, la dispense de la première session de formation aux détenteurs des brevets suivants :

- directeur dans l'enseignement secondaire inférieur non nommé à la fonction;
- lauréat des épreuves d'aptitudes à la fonction d'inspecteur non nommé à cette fonction et qui ne possèdent pas le brevet de directeur;
- chef de travaux d'atelier;
- administrateur.

Art. 5. L'épreuve sanctionnant la première session de formation aux fonctions visées aux articles 19, 20 et 21 du décret est organisée comme suit :

1° tout les candidats qui ont suivi la formation reçoivent une attestation de formation. Seuls les candidats qui fournissent une attestation prouvant qu'ils ont effectivement suivi au moins 90 % de la formation sont admis à présenter l'épreuve;

2° l'épreuve consiste en un entretien. Celui-ci est précédé d'un test de comportement préparatoire élaboré sous la forme de tests de projection de personnalité.

Les tests préparatoires ne sont pas constitutifs de l'épreuve. Ils ont pour seul objet de faciliter la conduite de l'entretien par le jury.

Dix jours au moins avant l'entretien, les candidats reçoivent copie du résultat des deux tests, tels qu'ils sont fournis au jury.

La Direction générale des personnels de l'enseignement de la Communauté française assure la réalisation des tests.

Art. 6. Il est constitué 9 jurys afin de délivrer les brevets de :

1° préfet des études, directeur, directeur dans l'enseignement secondaire inférieur;

2° inspecteur (secondaire inférieur, secondaire supérieur et supérieur non universitaire);

3° directeur d'école maternelle, directeur d'école primaire, directeur d'école fondamentale;

4° administrateur;

5° chef de travaux d'atelier;

6° proviseur, sous-directeur, sous-directeur dans l'enseignement secondaire inférieur;

7° chef d'atelier;

8° secrétaire de direction;

9° éducateur-économe.

Le Ministre qui a l'éducation dans ses compétences désigne le président parmi les membres de chacun des jurys.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 17 mai 1999.

Art. 8. Le Ministre ayant l'éducation dans ses compétences est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 mai 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-présidente chargée de l'Education,
Mme L. ONKELINX

VERTALING

N. 1999 — 3709

[99/29410]

21 MEI 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot inrichting van de vormingen voor de eerste sessie van de bevorderingsambten en de selectieambten bedoeld bij de artikelen 19, 20 en 21 waarbij vrijstellingen worden verleend en de proeven ter bekrachtiging van de vormingen worden ingericht, in toepassing van de artikelen 23 en 24 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 4 januari 1999, betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten, inzonderheid op de artikelen 19, 20, 21, 23 en 24;

Gelet op de voordracht van de Permanente Commissie voor bevordering en selectie;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 19 mei 1999;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid het Onderwijs behoort;

Gelet op de beraadslaging van 21 mei 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap,

Besluit :

Artikel 1. § 1. De eerste vormingssessie bedoeld bij artikel 19 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten wordt onderverdeeld in drie modules van vier dagen elk.

§ 2. De eerste twee modules zijn dezelfde voor al de ambten bedoeld bij artikel 19 van het decreet.

De eerste module heeft als doel :

1° de interne en externe communicatie;

2° het woord voeren in het openbaar;

3° de leiding en de motivering van de groepen.

De tweede module beoogt :

1° het beheer van de geschillen;

2° de onderhandelingsstechnieken;

3° het nemen van beslissingen.

§ 3. De derde module wordt ingericht enerzijds voor de ambten van studieprefect of directeur of directeur in het lager secundair onderwijs, proviseur of onderdirecteur of onderdirecteur in het lager secundair onderwijs, directeur van een kleuterschool, lager of basisonderwijs en administrateur, anderzijds voor de verschillende ambten van inspecteur.

De module voor vorming betreffende de ambten van studiefunctie of directeur in het lager secundair onderwijs, adviseur of onderdirecteur van het lager secundair onderwijs, directeur van een kleuterschool, lager of basisonderwijs en administrateur heeft als doel :

- 1° de animatie van de participatieraad;
- 2° de technieken voor de evaluatie van het personeel;
- 3° de integratie van de educatieve actie van de buitenschoolse partners (ouderverenigingen, dienst voor hulpverlening aan de jeugd, academiën, verenigingen);

De module voor vorming betreffende de ambten van inspecteur beoogt :

- 1° de technieken voor de evaluatie van het personeel;
- 2° de relationele technieken met het oog op het toezicht, het onderzoek, het accountantsonderzoek;
- 3° de technieken om het personeel te controleren, raadgevingen te geven, te informeren;
- 4° het beheer van de werkgroepen;
- 5° de creativiteitstechnieken.

§ 4. Elke voormelde module omvat daarenboven een vorming ter bijwerking bij de kandidaten van het aanwerven van een evaluatiemethode van hun eigen actie.

De eerste twee modules worden opgesteld aan de hand van de technieken waarbij men de personen in een bepaalde situatie plaatst.

§ 5. De vorming bedraagt in totaal 12 dagen met een tijdsverdeling van 6 tot 8 uren.

De vorming wordt tijdens de week-ends en de ontspanningsverlofdagen en het schoolverlof gehouden.

Art. 2. § 1. De eerste vormingssessie bedoeld bij artikel 20 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten wordt onderverdeeld in drie modules van vier dagen elk.

§ 2. De eerste twee modules zijn dezelfde voor al de ambten bedoeld bij artikel 20 van het decreet.

De eerste module heeft als doel :

- 1° de interne en externe communicatie;
- 2° het woord voeren in het openbaar;
- 3° de leiding en de motivering van de groepen.

De tweede module beoogt :

- 1° het nemen van beslissingen;
- 2° het beheer van de geschillen.

§ 3. De derde module wordt ingericht enerzijds voor het ambt van werkplaatsleider, anderzijds voor het ambt van werkmeester.

De ene en de andere module beoogt :

- 1° de animatie van de participatieraad;
- 2° de integratie van de educatieve actie van de buitenschoolse partners (ouderverenigingen, dienst voor hulpverlening aan de jeugd, academiën, verenigingen, ...).

§ 4. Elke voormelde module omvat daarenboven een vorming ter bijwerking bij de kandidaten van het aanwerven van een evaluatiemethode van zijn eigen actie.

De eerste twee modules worden opgesteld aan de hand van de technieken waarbij men de personen in een bepaalde situatie plaatst.

§ 5. De vorming duurt in 12 dagen met een tijdsverdeling van 6 tot 8 uren.

De vorming wordt tijdens de week-ends en de ontspanningsverlofdagen en het schoolverlof gehouden.

Art. 3. § 1. De eerste vormingssessie bedoeld bij artikel 21 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten wordt onderverdeeld in twee modules van drie dagen elk.

§ 2. De eerste module is hetzelfde voor al de ambten bedoeld bij artikel 21 van het decreet.

Het heeft als doel :

- 1° de interne en externe communicatie;
- 2° de onthaaltechnieken.

§ 3. de tweede module wordt ingericht enerzijds voor het ambt van directiesecretaris, anderzijds voor het ambt van opvoeder-huismeester.

De module voor vorming betreffende het ambt van directiesecretaris beoogt :

- 1° de gesprekstechnieken;
- 2° het beheer van de geschillen;
- 3° het begrip geheim en de plichtenleer inzake secretariaat.

De module voor vorming betreffende het ambt van opvoeder-huismeester heeft als doel :

- 1° het human-resource-management;
- 2° de onderhandelingstechnieken;
- 3° de leiding en de motivatie van de groepen;
- 4° het nemen van beslissingen;
- 5° het beheer van de conflicten.

Art. 4. Op hun uitdrukkelijk verzoek wordt vrijstelling verleent van de eerste vormingssessie aan de houders van de volgende brevetten :

- directeur in het lager secundair onderwijs die in het ambt niet benoemd is;
- laureaat van de bekwaamheidsproeven voor het ambt van inspecteur die in dit ambt niet benoemd is en die het brevet van directeur niet bezit;
- werkplaatsleider;
- administrateur.

Art. 5. De proef die de eerste sessie bekrachtigt ter vorming tot de ambten bedoeld bij de artikelen 19, 20 en 21 van het decreet wordt als volgt georganiseerd :

1° al de kandidaten die de vorming hebben gevolgd, ontvangen een vormingsattest. Alleen de kandidaten die een attest voorleggen waarmee bewijs wordt geleverd dat zij werkelijk ten minste 90 % van de vorming hebben bijgewoond, worden toegelaten tot het afleggen van de proef;

2° de proef bestaat uit een gesprek. Dit wordt voorafgegaan door een voorbereidende gedragstest die uitgebouwd wordt in de vorm van projectietesten van de persoonlijkheid.

De voorbereidende tests zijn geen bestanddeel van de proef. Zij hebben enkel als doel het werk van de examencommissie te vergemakkelijken bij het voeren van het gesprek.

Ten minste tien dagen vóór het gesprek ontvangen de kandidaten een afschrift van de uitslag van beide testen, zoals zij aan de examencommissie worden bezorgd.

De Algemene directie van de personeelsleden van het onderwijs in de Franse Gemeenschap zorgt voor de uitbouw van de tests.

Art. 6. Er worden negen examencommissies opgericht ter uitreiking van de brevetten van :

- 1° studiefiefect, directeur, directeur in het lager secundair onderwijs;
- 2° inspecteur (lager secundaire, hoger secundair en hoger niet universitair);
- 3° directeur van een kleuterschool, directeur lager onderwijs, directeur basisschool;
- 4° administrateur;
- 5° werkplaatsleider;
- 6° proviseur, onderdirecteur, onderdirecteur in het lager secundair onderwijs;
- 7° werkmeester;
- 8° directiesecretaris;
- 9° opvoeder-huismeester.

De Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs behoort, stelt de voorzitter aan tussen de leden van elke examencommissie.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 17 mei 1999.

Art. 8. De minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 21 mei 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister-Voorzitster belast met het Onderwijs,
L. ONKELINX



F. 1999 — 3710

[99/29609]

4 JUIN 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant financement de la tranche 1999 du fonds spécial pour la recherche dans les institutions universitaires

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 17 juillet 1998 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de Belgique pour l'année 1999 - Division organique 45, Programme 3-35. Fonds et programmes de recherche, article 41.14.35.95;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 décembre 1995 relatif au contrôle administratif et budgétaire;

Vu l'arrêté royal du 17 juillet 1991 portant coordination des lois sur la comptabilité de l'Etat notamment les articles 55 à 58;

Vu l'arrêté royal du 22 avril 1985 portant financement d'un Fonds spécial pour la recherche dans les institutions universitaires, tel qu'il a été modifié;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, en date du 6 avril 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 mai 1999;